

بِسْمِ اللَّهِ الرَّحْمَنِ الرَّحِيمِ

Un regard sur l'actualité

26/06/2026

Le Parti de la justice et du développement (AK Parti) au pouvoir en Turquie : « Notre candidat à la présidence est le président Erdoğan. »

Le Parti de la justice et du développement (AK Parti), au pouvoir en Turquie, a annoncé le 22 juin 2026 que l'actuel président Recep Tayyip Erdoğan serait le candidat du parti à l'élection présidentielle de 2028.

Le porte-parole du parti, Ömer Çelik, a déclaré :

« Tous les organes de notre parti habilités à prendre des décisions adoptent une position extrêmement claire et résolue. Notre candidat à la présidence est le président Erdoğan. »

Le président du Parti d'action nationaliste (MHP), Devlet Bahçeli, partenaire de coalition de l'AK Parti, a également apporté son soutien à la candidature d'Erdoğan, déclarant qu'il était la personne la plus digne d'être le candidat.

Toutefois, une tentative est en cours pour contourner, par un procédé frauduleux, les lois qu'ils ont eux-mêmes édictées. En effet, selon la législation actuellement en vigueur, Erdoğan ne peut pas être candidat à la présidence pour un troisième mandat. C'est pourquoi l'on réfléchit actuellement aux moyens de surmonter cet obstacle. Les options envisagées sont soit une modification de la Constitution, soit une décision du Parlement de convoquer de nouvelles élections.

Comme on le sait, Erdoğan dirige la Turquie depuis 2003, d'abord en tant que Premier ministre, puis en tant que président de la République. Il affirme constamment être le protecteur du système laïc et démocratique de mécréance, et accorde une très grande importance à l'application et à la diffusion de ce système. Il a élargi les libertés générales, ce qui a entraîné la propagation de la corruption au sein de la société. La réalisation de la valeur matérielle est devenue la priorité, tandis que les valeurs spirituelles, morales et humaines ont presque disparu de la société.

De la même manière, Erdoğan montre également l'importance qu'il accorde au maintien de sa fidélité envers les ennemis de l'Islam et des musulmans, en particulier les États-Unis et, plus généralement, l'Occident. Il soutient le maintien de l'adhésion de la Turquie à l'alliance croisée de l'OTAN ainsi que le renforcement de cette alliance. Depuis le 7 octobre 2023, il a abandonné à leur sort le peuple palestinien victime d'un génocide, en particulier les habitants de Gaza. Il a également clairement exprimé sa détermination à maintenir la reconnaissance de l'entité sioniste ainsi qu'à poursuivre les relations politiques, diplomatiques et économiques avec celle-ci.

C'est pourquoi il n'a pas rompu ses relations avec cette entité sioniste usurpatrice qui occupe la Palestine. Au contraire, il a continué à entretenir des relations commerciales avec elle, en lui fournissant les matières premières, les produits alimentaires et le pétrole azerbaïdjanais dont elle a besoin, poursuivant ainsi le financement de cette entité criminelle. Il a également trompé le peuple syrien, empêché le retour de la domination de l'Islam et porté au pouvoir des agents qu'il avait lui-même formés et mis au service des États-Unis. En raison des services qu'il a rendus à l'Amérique, il a gagné l'affection et le soutien du président Trump ; en contrepartie, il s'est attiré la colère d'Allah et celle des croyants.

Début des négociations visant à établir des relations et des liens entre les États-Unis et l'Iran

Les négociations directes entre les États-Unis et l'Iran ont débuté le 21 juin 2026 en Suisse, après que les dirigeants des deux pays, Trump et Pezeşkiyan, eurent signé, le 18 juin 2026, un protocole d'accord par voie électronique.

Lors du premier tour de négociations, les États-Unis étaient représentés par le vice-président Vance, tandis que l'Iran était représenté par le président du Parlement, Ghalibaf. Ont également participé aux discussions, en qualité de médiateurs, le Premier ministre pakistanais Shahbaz Sharif, le commandant des forces terrestres pakistanaises Asim Munir, ainsi que le Premier ministre et ministre des Affaires étrangères du Qatar, Mohammed ben Abderrahmane Al Thani.

Le protocole d'accord prévoit un cessez-le-feu sur tous les fronts, y compris au Liban, l'engagement des deux parties à ne pas s'ingérer dans leurs affaires intérieures respectives, ainsi que la poursuite des négociations en vue de parvenir à un accord définitif. Il comprend également la levée des sanctions imposées à l'Iran, la fin du blocus maritime visant les ports iraniens et la réaffirmation par l'Iran qu'il ne produira en aucun cas d'armes nucléaires. Il est en outre indiqué que l'accord définitif sera approuvé par une résolution contraignante du Conseil de sécurité des Nations unies.

Cela signifie que les États-Unis obtiendront du Conseil de sécurité l'adoption d'une résolution ayant un caractère contraignant sur le plan international, de sorte que, si l'Iran ne respecte pas l'accord, il sera confronté non seulement aux menaces des États-Unis, mais également à celles de la communauté internationale. Cela montre que les dispositions du protocole d'accord rendent l'Iran dépendant des États-Unis.

Ainsi, bien que l'Iran ait résisté pendant quarante jours aux attaques américaines sans se rendre, il a rendu vains tous les sacrifices qu'il avait consentis et est finalement devenu un État dépendant. Dans le même temps, les États-Unis ont également démontré qu'ils étaient incapables d'atteindre leurs objectifs coloniaux face à un État qui leur résistait, tout en subissant, au cours de ce processus, des pertes politiques d'une ampleur non négligeable.

Le Premier ministre britannique Keir Starmer annonce sa démission pour avoir échoué à sauver le Royaume-Uni.

Le Premier ministre britannique et chef du Parti travailliste, Keir Starmer, a annoncé sa démission le 22 juin 2026. Il était entré en fonction après la victoire écrasante de son parti aux élections générales du 5 juillet 2024. Il continuera d'exercer ses fonctions jusqu'à l'élection d'un nouveau chef du parti, prévue en septembre prochain.

Starmer n'est pas parvenu à apporter des solutions aux problèmes de plus en plus profonds auxquels le Royaume-Uni est confronté. En particulier depuis le retrait du pays de l'Union européenne en 2016, les gouvernements ne sont pas parvenus à retrouver une stabilité durable et, au cours de cette période, de nombreux gouvernements et Premiers ministres se sont succédé.

Le Royaume-Uni est devenu un pays présentant des signes de faiblesse et de vieillissement, confronté à des problèmes économiques. Il a perdu la majeure partie de ses colonies, grâce auxquelles il pillait autrefois les richesses des autres peuples pour nourrir sa propre population, accroître sa richesse et préserver les intérêts de la grande majorité des anciennes familles fortunées qui dirigeaient le pays. En conséquence, il a perdu au profit des États-Unis une part importante de son influence en Inde, au Pakistan, au Bangladesh ainsi qu'au Moyen-Orient. Son influence politique en Europe et dans le reste du monde a progressivement diminué.

En raison de sa faiblesse économique, le Royaume-Uni n'a pas été en mesure de développer sa puissance militaire stratégique et parvenu à mettre fin au chaos politique interne du pays. On estime que toutes ces difficultés trouvent leur origine dans le système démocratique capitaliste corrompu qu'il a adopté et qu'il applique. En effet, ce système repose sur le colonialisme ; lorsqu'il perd ses colonies, sa puissance s'affaiblit avec elles.

Rédigé pour le Bureau central des médias du Hizb ut-Tahrir

Esad Mansur